

Le budget—M. Riis

chef de l'opposition (M. Mulroney). Le seul endroit où le chômage a tant soit peu baissé c'est au cabinet du premier ministre qui embauche du monde. Qu'on demande donc aussi leur avis aux gens de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Voilà ce que nous voulons. Nous ne voulons plus voir une année de plus ce gouvernement moribond crucifier les Canadiens alors qu'il se cramponne désespérément au pouvoir. J'invite fortement les députés d'en-face, certains d'entre eux tout au moins, à écouter la voix de leur conscience et à nous aider à nous débarrasser définitivement de ces sinistres personnages dès aujourd'hui, ou bien lorsque nous serons appelés à nous prononcer mardi prochain. Donnez donc une chance aux Canadiens. Vous exercez le pouvoir depuis quatre ans; donnez-leur donc maintenant une chance de faire savoir s'ils regrettent ce qu'ils ont fait le 18 février 1980. Je sais d'avance ce qu'ils diront.

● (1200)

Des voix: Bravo!

M. Harquail: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. En régime démocratique, tout député a le droit de poser une question. Mais comme vous n'êtes sûrement pas arrivé à découvrir la question du député qui vient de reprendre son siège dans tout ce verbiage et dans toutes ces élucubrations, je vous signale qu'Erskine May parle des propos de certains lunatiques au Parlement britannique. Ce qu'il en dit s'applique vraisemblablement aux propos tenus ici qui frisent la démence. Il propose un remède fort efficace que nous pourrions utiliser nous-mêmes à la Chambre.

Le président suppléant (M. Herbert): Si le député est d'avis qu'on a tenu certains propos qui sont contraires à nos usages, je le prierais de les citer. Quant à moi, je ne les ai pas entendus. J'examinerai la transcription. S'il y a quoi que ce soit qu'il trouve répréhensible, il pourrait me dire de quoi il s'agit exactement.

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir prendre aujourd'hui la parole pour donner au nom du Nouveau parti démocratique la réplique au budget présenté hier par le ministre des Finances (M. Lalonde) et pour tâcher de donner une idée qui montre bien de quel sorte de budget il s'agit. Au cours des dernières heures, divers groupes ont fait connaître leur réaction au budget.

Je vous prie d'imaginer un instant le ministre des Finances revêtu d'un costume usé jusqu'à la corde sur lequel il aurait cousu de brillantes paillettes de toutes les couleurs. Lorsqu'il s'est présenté hier à la Chambre des communes pour y prononcer son exposé budgétaire, il a brillé sous les feux des projecteurs. Son costume pailleté lui donnait vraiment une brillante apparence. Mais quelques heures après, le lendemain, le tissu du costume usé jusqu'à la corde apparaît comme il est vraiment.

Ainsi en est-il du budget. Quand les gens en ont entendu l'exposé hier soir, ils avaient l'impression qu'il comportait de bons éléments, qu'il apportait quelque chose à tout le monde. Mais quand on en analyse soigneusement le contenu point par point, on constate que le budget comporte effectivement des

mesures qui en réjouiront beaucoup, surtout une élite très restreinte et spéciale de la société canadienne.

Parmi les documents budgétaires qu'a distribués le ministre, il s'en trouve un intitulé «L'économie canadienne en reprise». Je soupçonne que la plupart des Canadiens ne se sont pas aperçus ces derniers mois qu'il y avait reprise au Canada; c'est le cas de la plupart de mes électeurs. Ils en entendent parler dans les journaux ou de la bouche du ministre des Finances. Ils entendent divers dirigeants d'entreprise parler de signes de reprise ou dire que les perspectives semblent bonnes, que la relance est en marche, peut-être pas aussi forte que l'avait prévu le gouvernement, mais quand même bien évidente. Mais dans sa vie de tous les jours le Canadien moyen n'a pas vu de signe de reprise. Il est juste de se demander qui profite de cette relance. Est-elle équitable pour tous? Non.

Qui sont les gagnants avec ce budget? L'un des meilleurs moyens de le savoir c'est d'écouter les réactions qui se font entendre quelques heures après, une fois la poussière retombée, une fois dissipé l'écran de fumée et une fois calmée toute l'animation entourant la présentation du budget. Qui se réjouit aujourd'hui? On peut voir qui sont ceux qui ont probablement sablé le champagne hier soir reconnaissants au gouvernement de ce qu'il a fait pour eux dans le budget.

Ceux qui siègent au conseil d'administration des grandes sociétés doivent se réjouir aujourd'hui, car notre spécialiste des échappatoires fiscales, le ministre des Finances, leur a ouvert la porte toute grande. Les subventions et les concessions fiscales leur arrivent toutes cuites dans le bec, encore une fois. Mais elles n'ont pas été les seules à profiter des largesses du gouvernement car on a aussi prévu des échappatoires pour notre élite bien nantie. Il y a quelques jours, on pouvait compter 200 échappatoires fiscales; or, voilà qu'on en ajoute d'autres qui vont rendre notre régime fiscal encore plus injuste et ses retombées économiques aussi, forcément.

Quelqu'un a-t-il entendu une clameur de joie parmi le million et demi de chômeurs que nous avons actuellement? C'est le mutisme le plus complet parce qu'il n'existe vraiment rien dans le budget qui pourrait les aider à se trouver du travail. Est-ce qu'on entend les pauvres se féliciter du budget? Et les femmes? Y en a-t-il une seule parmi celles qui travaillent dans les pêches ou un seul travailleur forestier qui ait crié de joie en entendant la lecture du budget?

Et si on prête bien l'oreille, est-ce qu'on entend des murmures de satisfaction du côté des petites entreprises? Il y en a peut-être une poignée qui se réjouissent, mais les autres n'ont pas le cœur à fêter. Après avoir soigneusement pesé les belles paroles du ministre des Finances, elles se rendent compte qu'il n'y a pas de quoi se réjouir.

A part les grandes sociétés et les bien nantis, les avocats, les médecins, les dentistes, les vétérinaires et les chiropraticiens, qui paient moins d'impôt que naguère, qui pourrait se féliciter du budget? Après toutes les échappatoires qui existaient déjà dans notre régime fiscal pour les privilégiés de notre société, le ministre des Finances a trouvé le moyen de leur en fournir d'autres. Ils payaient naguère 33½ p. 100 d'impôt, maintenant ils n'en paient plus que 25 p. 100. Autrement dit, le ministre donne des milliers et des milliers de dollars aux plus riches, les médecins et les avocats qui se lancent en affaires et qui mettent sur pied des entreprises en coparticipation.